

Une attaque mensongère contre les agents publics

ACTUS MILITANTES



Le ministre de la Fonction Publique, Guillaume Kasbarian, veut imposer trois jours de carence et réduire la prise en charge salariale à 90 % pour les arrêts maladie. Cette attaque, présentée comme une simple mesure d'économie, s'accompagne d'un discours trompeur, dépeignant les fonctionnaires comme « privilégiés » et « trop souvent absents ». L'UNSA Éducation dénonce un argumentaire fallacieux, qui cache une attaque idéologie contre la fonction publique.

Sous couvert d'une stratégie « **d'équité** » et de « **justice sociale** », le gouvernement, fidèle à une vision libérale, lance une offensive sans précédent contre les agents publics. Cet énième **fonctionnaire bashing** est insupportable et utilise un contexte budgétaire tendu – dont la politique Macron est responsable – pour stigmatiser les fonctionnaires.

L'UNSA s'oppose fermement à cette tentative de démantèlement social et veut rétablir la vérité face à la manipulation de l'opinion publique.

Comparaison public/privé : des arguments fallacieux !

Dans le secteur privé, bien que la Sécurité sociale prévoie trois jours de carence, trois quarts des salariés bénéficient d'un maintien de salaire dès le premier jour grâce aux conventions collectives et aux assurances prévoyance.

À l'inverse, le gouvernement a bloqué toute possibilité de couverture des jours de carence dans le public.

protections complémentaires de ses agents.

Si comparaison doit être faite, qu'elle soit juste : un fonctionnaire malade ne touche pas 100 % de son salaire, car certaines primes, pouvant représenter jusqu'à 30 % de la rémunération, ne sont pas versées durant les arrêts maladie. Avec les nouvelles mesures, la couverture réelle tomberait à 90 % de ces 70 %.

Derrière le statut prétendument « privilégié » des fonctionnaires, il existe des réalités et des contraintes spécifiques au statut que l'on n'évoque jamais : gel des salaires, mobilité imposée, retraites en moyenne plus basse. **Si comparaison doit être faite qu'elle soit juste et non sélective.**

A noter également que personnels éducatifs seront particulièrement défavorisés puisqu'ils n'ont aucune flexibilité de pouvoir déposer des journées de congé ou de RTT pour éviter les jours de carence.

Causes réelles de la situation actuelle : arrêts maladie, pas absentéisme !

« Lever le tabou de l'absentéisme », **cette stratégie lexicale est honteuse et vise surtout à invisibiliser les causes réelles.** Au lieu de se poser comme un moralisateur, l'employeur public devrait se remettre en question. Car contrairement à ses propos, **il ne s'agit pas d'absentéisme mais d'arrêts maladie.** Ce ne sont pas des taux d'arrêts à comparer mais des taux de malades. Et **l'augmentation des arrêts témoigne des conditions de travail dégradées**, une réalité que nous dénonçons depuis des années. Notre baromètre montre en effet, que la santé au travail est passée de la 11e à la 4e place des priorités pour nos collègues, alors que seul 5,6 % d'entre eux a accès à la médecine du travail dans un délai raisonnable.

La situation exige une introspection de la part de l'état employeur ! Arrêtez de viser les symptômes, attaquez-vous aux causes ! Avec moins de postes, moins de pouvoir d'achat, moins de reconnaissance mais toujours plus de réformes incompréhensibles, de consignes qui heurtent, d'outils qui dysfonctionnent, comment ne pas craquer ?

En outre, une note de la fondation Jean Jaurès rappelle un aspect souvent ignoré : celui des agents qui continuent de travailler malades. Il est ainsi rappelé que ce présentéisme est bien plus courant que ce qui est qualifié d'absences de complaisances.

Les effets pervers des mesures envisagées

Forcer les agents malades à assumer trois jours de carence, risque de les pousser à travailler malgré leur état de santé, faute de pouvoir se permettre de perdre plusieurs jours de salaire. **L'instauration d'un jour de carence en 2017 a déjà montré des effets pervers** : une baisse du nombre d'arrêts, mais une augmentation de leur durée.

De plus, le discours de mépris systématique envers les fonctionnaires, accompagné de la précarisation croissante de leurs droits, crée un environnement délétère qui décourage. Comment attirer les jeunes vers nos métiers, avec un statut toujours plus fragilisé et une image dans l'opinion toujours plus décrédibilisée ?

Il y a de l'argent ailleurs : choisissons les vraies priorités !

Les coupes dans les droits sociaux des agents publics ne sont pas une nécessité économique, mais un choix politique. Il est inacceptable que l'état, dans sa quête d'équilibre financier, cible les agents publics pour faire des économies sur leur dos, alors même qu'il existe des sources de financement alternatives. Les niches fiscales offertes aux plus aisés et aux grandes entreprises représentent beaucoup. La réduction des déficits doit être équitablement répartie.

Le vrai dessein du gouvernement : affaiblir la fonction publique !

Ce gouvernement, en difficulté politique cherche à passer en force un projet rejeté a plusieurs reprises. **Les attaques répétées contre les agents publics relèvent d'une stratégie idéologique visant à dénaturer le rôle et la place de la fonction publique dans la société.**

Malgré l'absence de poids politique, le ministre reprend ainsi à son compte les nombreuses propositions de son prédécesseur, Stanislas Guérini avancées juste avant la dissolution de l'assemblée nationale.

« *Absentéisme, équité, modernisation, lever les tabou, insuffisance...* » ce lexique trompeur doit être dénoncé, tout comme l'intention sous-jacente d'affaiblir notre modèle de service public, et de bien commun.

Cette réforme prépare une fonction publique de plus en plus précaire, marquée par la concurrence et l'instabilité, au détriment de l'indépendance et de la mission de service public. Ce n'est pas une simple réforme des rémunérations, c'est un basculement idéologique qui vise à vider la fonction publique de son essence.

L'UNSA [a exprimé sa colère](#) auprès du ministre Kasbarian.

Être fonctionnaire du service public, c'est s'engager pour servir, pour éduquer, pour accompagner chaque citoyen et chaque famille. Cet engagement repose sur des valeurs humaines et une mission d'égalité. Mais cela ne signifie pas accepter des conditions de travail précaires, un pouvoir d'achat qui chute, et le mépris de notre employeur. **S'attaquer aux fonctionnaires, c'est s'attaquer aux services pour tous les citoyens.**

Mobilisons-nous massivement, perdre une journée pour une grève, ça n'est rien par rapport à ce qui nous attend.

Participez à la campagne d'information et de mobilisation : imprimez et affichez les formats A4 :

- [Tou·tes mobilisé·es](#)
- [Travailler malade, la nouvelle norme ? Non merci....](#)



Travailler malade, la nouvelle norme ? NON MERCI...

Tou·tes
mobilisé·es le
5 décembre



#STOPauFonctionnaireBashing

Tou·tes mobilisé·es le 5 décembre POUR :

Notre santé • Nos droits • Notre pouvoir d'achat



#STOPauFonctionnaireBashing

JTNDYmxvY2txdW90ZSUyMGNsYXNzJTNEJTlydHdpdHRlci10d2VldCUyMiUzRSUzQ3AIMjBsYW5nJTN

Les chiffres sont têtus : l'intox du ministre

Pour justifier une économie à réaliser sur le dos des agents malades, estimée à 1,2 milliards d'euros, le ministre de la fonction publique invoque deux arguments : une hausse des absences pour raison de santé dans la fonction publique et l'équité avec le secteur privé. Cependant, les données issues du dernier Rapport Annuel de la Fonction Publique (RAFP), publié le 15 novembre, et la comparaison à toute chose égale avec le secteur privé démontrent que cette justification est fausse.

[Lire l'article complet sur le site UNSA FP](#)